

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1803

[C — 2003/31141]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté 99/262/E3 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et les centres d'hébergement pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, notamment les articles 32 à 36;

Vu l'avis de la Section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 22 novembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget, donné le 27 novembre 2002;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

— « Administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998;

— « Arrêté A » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées;

— « Arrêté E 1 » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;

« Centre » : un centre de jour ou un centre d'hébergement, agréé conformément à l'article 9 de l'arrêté E 1;

— « Centre de jour » : un centre de jour agréé, constitué conformément aux dispositions de l'article 3, § 1^{er} de l'arrêté E 1;

— « Centre d'hébergement » : un centre d'hébergement agréé, constitué conformément aux dispositions de l'article 3, § 2 de l'arrêté E

— « E.T.P. » : équivalent temps plein, tel que fixé par l'article 32 § 1^{er}, de l'arrêté E 1;

— « Grille d'évaluation » : outil méthodologique permettant d'évaluer les besoins spécifiques de toute personne handicapée prise en charge par un centre et qui détermine la norme individuelle complémentaire, tel que fixé par l'article 33, § 2, 2, de l'arrêté E 1;

CHAPITRE II. — *Normes d'encadrement*

Art. 3. § 1^{er} Le présent arrêté fixe les normes d'encadrement pour les frais de personnel qui sont subventionnés dans le cadre de toute prise en charge de personnes handicapées présentes dans les centres.

§ 2. Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement, à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

Art. 4. § 1^{er}. Les normes d'encadrement relatives à la direction, l'équipe administrative et comptable des centres sont fixées conformément à l'annexe 1.

§ 2. Seul le premier emploi E.T.P. de la norme de direction est subventionné comme directeur, les autres emplois sont subventionnés comme sous-directeurs.

Art. 5. § 1^{er}. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale sont fixées conformément à l'annexe 2.

§ 2. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base (NIB)

La norme individuelle de base garantit le fonctionnement viable du centre dans le cadre de ses missions par la concrétisation des projets individuels des personnes handicapées prévus dans les conventions personnalisées prévues à l'article 19 de l'arrêté E 1. En centre d'hébergement, elle inclut une éventuelle permanence de jour et l'accueil en journée pendant les congés.

En fonction de la décision du Collège relative à l'agrément d'un centre, toutes les personnes accueillies ou hébergées en son sein bénéficient de la même norme individuelle de base.

b) La norme individuelle supplémentaire (NIS)

La norme individuelle supplémentaire est accordée à un centre d'hébergement pour les seules personnes qui ne sont pas accueillies en journée :

— pour les adultes : par un centre de jour ou un centre de réadaptation fonctionnelle,

— pour les enfants : par un centre de jour ou un centre de jour pour enfants scolarisés ou un centre de réadaptation fonctionnelle.

Elle est attribuée lorsque la convention personnalisée précise les prestations paramédicales accordées.

c) La norme individuelle vacances (NIV)

La norme individuelle vacances est accordée à un centre d'hébergement en fonction du taux de présence des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux, conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté E 1.

d) La norme individuelle vieillissement (NIVL)

Dans les centres d'hébergement pour adultes, la norme individuelle vieillissement est éventuellement attribuée aux personnes souffrant d'un vieillissement précoce, de vieillesse ou étant pensionnées ou prépensionnées. L'évaluation individuelle dont question en annexe 5 confirme cet état.

Elle est attribuée lorsque la convention personnalisée de ces personnes prévoit leur accueil de jour en centre d'hébergement.

e) La norme individuelle complémentaire (NIC)

La norme individuelle complémentaire est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille dévaluation joint en annexe 5.

Dans les centres pour adultes, la norme individuelle complémentaire ainsi calculée est triplée en faveur des personnes handicapées dont le résultat à la rubrique D de la grille d'évaluation jointe en annexe 5 est inférieur à 5 points.

f) La norme individuelle liée au bien-être et au maintien des besoins vitaux (NI BV)

La norme individuelle liée au bien-être et au maintien des besoins vitaux de la personne handicapée qui doivent être satisfaits de manière quotidienne par des prestations paramédicales ou des soins infirmiers qui ne peuvent être différés dans le temps est éventuellement attribuée aux personnes handicapées en centre d'hébergement. L'évaluation individuelle dont question en annexe 5 en établit la nécessité.

§ 3. Si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB) et individuelles supplémentaires (NIS) d'un centre de jour est inférieure à 4,25 ETP, ce dernier chiffre est attribué au centre de jour, sauf si l'a.s.b.l. dont dépend ce centre de jour comprend au moins un centre de jour et un centre d'hébergement.

Si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS) et individuelles vacances (NIV) d'un centre d'hébergement est inférieure à 9 ETP, ce dernier chiffre est attribué au centre d'hébergement. Si l'a.s.b.l. dont dépend ce centre d'hébergement comprend au moins un centre de jour et un centre d'hébergement, ce chiffre est réduit à 8.

Si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC) et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un centre d'hébergement est inférieure à 9 ETP, ce dernier chiffre est attribué au centre d'hébergement.

Art. 6. Parmi le personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, la subvention prend en compte :

au maximum 0,067 E.T.P. de la fonction éducateur-chef de groupe par E.T.P. subventionné;

b) la fonction de chef-éducateur en faveur des membres du personnel ayant bénéficié du barème correspondant à cette fonction à la date du 31 décembre 2003.

Art. 7. § 1^{er}. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe technique sont fixées conformément à l'annexe 3.

§ 2. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base technique (NIB T)

En fonction de la décision du Collège relative à l'agrément d'un centre, toutes les personnes accueillies ou hébergées en son sein bénéficient de la même norme individuelle de base technique.

Si au sein d'une même a.s.b.l. sont agréés au moins un centre de jour et un centre d'hébergement, la norme individuelle de base technique en centre de jour est diminuée de 3/8èmes pour chaque personne handicapée fréquentant à la fois un centre de jour et un centre d'hébergement.

b) La norme individuelle vacances technique (NIV T)

La norme individuelle vacances technique est accordée à un centre d'hébergement en fonction du taux de présence des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux, conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté E 1.

c) La norme individuelle complémentaire technique (NIC T)

La norme individuelle complémentaire est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille d'évaluation jointe en annexe 5.

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient.

Art. 8. § 1^{er} En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une a.s.b.l. dont dépend au moins un centre;

les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003.

§ 2. Les normes d'encadrement du personnel médical sont fixées conformément à l'annexe 4.

Elles comprennent en centre de jour :

a) La norme individuelle de base médicale (NIB M)

Toutes les personnes accueillies au sein d'un centre de jour bénéficient de la même norme individuelle de base médicale.

b) La norme individuelle complémentaire médicale (NIC M)

La norme individuelle complémentaire médicale est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée accueillie au sein d'un centre de jour au moyen de la grille d'évaluation jointe en annexe 5.

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient.

Elles comprennent en centre d'hébergement la norme individuelle supplémentaire médicale (NIS M). Elle est accordée pour les seules personnes qui ne sont pas accueillies en journée :

— pour les adultes : par un centre de jour ou un centre de réadaptation fonctionnelle,

— pour les enfants : par un centre de jour ou un centre de jour pour enfants scolarisés ou un centre de réadaptation fonctionnelle.

§ 3. Le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1^{er} janvier 2003 est subventionné sur base d'un E.T.P. dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

Art. 9. § 1^{er}. Par modification de prises en charge agréées, sont créées les prises en charge de crise et de court séjour, telles que prévues à l'article 3, § 4, de l'arrêté E 1, et les prises en charge légères, telles que prévues par l'article 3, § 5, de l'arrêté E 1.

La procédure de demande, d'instruction et de prise de décision d'une modification de prise en charge est celle relative à la modification de l'agrément d'un centre, telle que prévue par l'article 12 de l'arrêté E 1.

Le montant à subventionner engendré par les prises en charges modifiées ne peut être supérieur au reliquat de la subvention déterminé par la réduction du nombre de prises en charge ayant été modifiées. Si ce montant est inférieur à ce reliquat, la différence sera établie conformément à l'article 41, § 3, de l'arrêté E 1.

§ 2. La prise en charge de crise est nécessitée par une aggravation d'une déficience principale ou associée d'une personne handicapée, liée directement ou indirectement à l'état psycho-social ou à l'état de santé de cette personne. Elle est immédiate et sa durée ne peut être supérieure à 30 jours consécutifs.

La norme individuelle est fixée par convention conclue entre le centre concerné et l'administration.

§ 3. La prise en charge de court séjour concerne un besoin de prise en charge momentanée d'une personne handicapée pour une durée égale ou inférieure à 90 jours, consécutifs ou non, par année.

La norme individuelle est fixée par convention conclue entre le centre concerné et l'administration.

§ 4. La prise en charge légère concerne une personne handicapée adulte ayant un niveau d'indépendance objective suffisant pour ne pas nécessiter un encadrement tel que fixé par la norme individuelle de base.

La norme individuelle est fixée par convention conclue entre le centre concerné et l'administration, sans qu'elle soit supérieure à la moitié de la norme individuelle fixée conformément aux articles 5 à 8 du présent arrêté.

§ 5. La convention mentionnée aux § 2 à § 4 du présent article, doit comprendre au moins tous les éléments suivants :

- a) l'identification de ses parties contractantes,
- b) la personne handicapée prise en charge,
- c) la norme individuelle exprimée en E.T.P.,
- d) la durée,
- e) les modalités de suspension et de résiliation.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 10. A l'article 3, § 4, de l'arrêté E 1, les mots "ou toute sa capacité" sont supprimés.

A l'article 4, § 1, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté E 1, les mots "1^{er} janvier 2003" sont remplacés par les mots "1^{er} janvier 2004".

A l'article 5, point 6 de l'arrêté E 1, la phrase suivante est ajoutée :

« Dans tous les cas, la capacité minimale d'un centre de jour ne peut être inférieure à 10 ».

A l'article 10, alinéa 1^{er} de l'arrêté E 1, après les mots "hébergement léger", sont ajoutés les mots : "ou la possibilité d'accueillir des personnes vieillissantes".

A l'article 20, alinéa 1^{er} de l'arrêté E 1, est ajouté un point 5. rédigé comme suit :

« 5. les résultats obtenus à l'outil d'évaluation fixé par le Collège et permettant de déterminer ses besoins spécifiques d'encadrement ».

A l'article 32 de l'arrêté E 1, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la phrase suivante :

« Les normes d'encadrement des centres sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

Toutefois, pour le personnel médical en fonction avant le 1^{er} janvier 2003, le temps de travail hebdomadaire est fixé à 24 heures ».

A l'article 32, § 2 de l'arrêté E 1, le premier alinéa est remplacé par la phrase suivante : "La vérification du respect des normes d'encadrement s'opère à tout moment de l'année".

A l'article 35 de l'arrêté E 1, l'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes : « Selon que le résultat du rapport, calculé sur l'année antérieure, entre la somme des nuits de présence réelle des personnes handicapées pendant ces périodes et la capacité agréée multipliée par 140, atteint un taux soit compris entre 20 et 29 %, soit compris entre 30 et 49 %, soit compris entre 50 et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, le centre d'hébergement bénéficie, pour l'année en cours, d'une majoration des normes en cause telle que fixée par le Collège. »

A l'article 46 de l'arrêté E 1, le paragraphe 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La subvention est augmentée des frais d'activités médicales, à l'exclusion de toute prestation figurant à la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon les montants horaires maxima ci-dessous :

- 30,85 € pour le médecin généraliste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003;
- 20,01 € pour le médecin généraliste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1^{er} janvier 2003;
- 40,92 € pour le médecin spécialiste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003;
- 26,54 € pour le médecin spécialiste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1^{er} janvier 2003. »

A l'article 46, § 7 de l'arrêté E 1, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'année antérieure, entre la somme des nuits de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée multipliée par 140 atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. »

A l'article 50 de l'arrêté E 1, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« La rémunération et les frais éventuels d'un administrateur provisoire sont déduits des revenus de la personne handicapée avant le calcul de sa contribution financière ».

A l'article 69 de l'arrêté E 1, est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« Si pour des motifs d'infrastructure, un centre agréé au 31 décembre 2003 ne peut respecter les dispositions de l'article 5, point 6., il sera tenu compte de ces motifs pour fixer la capacité agréée du centre ».

Aux articles 69 et 72 de l'arrêté E 1, les mots "31 décembre 2002" sont remplacés par les mots "31 décembre 2003".

Un article 72bis rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté E 1 :

« En vue d'accorder les premiers agréments aux centres à partir du 1^{er} janvier 2004, le Collège tient compte des demandes d'agrément introduites au plus tard le 1^{er} février 2003.

Les dispositions des points 10 et 12 de l'article 5 et des points 4 (projet collectif), 5, 15 et 16 de l'article 6 sont rencontrés pour le 1^{er} avril 2003.

Les dispositions du point 9 de l'article 6 sont rencontrées pour le 30 juin 2003.

Les dispositions du point 9 de l'article 5 sont rencontrées pour le 1^{er} avril 2004. »

A l'article 73 de l'arrêté E 1, les mots "1^{er} janvier 2003" sont remplacés par les mots "1^{er} janvier 2004". La phrase est complétée par les mots suivants : "et de l'article 72bis qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003".

Art. 11. L'article 14, 3^o de l'arrêté A est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque la demande de processus concerne un accueil en centre de jour, en centre d'hébergement ou en centre de jour pour enfants scolarisés, elle doit être accompagnée d'une attestation portant sur l'opportunité de l'accueil, de l'hébergement ou de la prise en charge, établie de manière collégiale, par au moins deux personnes indépendantes des centres susmentionnés. Ces personnes représentent deux des trois professions suivantes : médecin, psychologue ou assistant social.

La personne handicapée ou son représentant légal choisit librement les professionnels qui établissent l'attestation susvisée. L'attestation ne peut pas dater de plus d'un an avant la date de la demande. Elle conseille une ou plusieurs formes d'orientations, ainsi que la ou les catégorie(s) médicale(s) telles que visées à l'article 3,7^o du décret III de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. Le modèle de l'attestation est établi par l'administration.

Un rapport justifiant l'orientation et la ou les catégorie(s) médicale(s) reprises dans l'attestation doit être transmis au centre, s'il est connu, et à l'équipe pluridisciplinaire, dans un délai de six mois à dater de l'établissement de l'attestation. »

Art. 12. A l'article 73, de l'arrêté A, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La demande d'intervention doit être introduite par le centre de jour ou le centre de jour pour enfants scolarisés au moyen d'un formulaire signé par le responsable du centre dans un délai de 3 jours ouvrables, à compter du jour de l'accueil ou de la prise en charge de la personne handicapée. Celle-ci ou son représentant légal y atteste son entrée dans le centre. Le modèle de la demande est établi par l'administration. »

A l'article 73 de l'arrêté A, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cette demande est complétée par des données récentes extraites du dossier individuel, visées aux points 1, 2 et 3 de l'article 20 de l'arrêté E 1 ou visées aux points 1, 2 et 4 de l'article 19 de l'arrêté E 2. » "

L'alinéa 3 de l'article 73 de l'arrêté A est abrogé.

A l'article 74 de l'arrêté A, l'alinéa 1^{er}, 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° fixe la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement pour les centres de jour et les centres d'hébergement ou fixe le groupe et, le cas échéant, la déficience associée, pour les centres de jour pour enfants scolarisés. »

A l'article 75 de l'arrêté A, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« L'intervention prend effet à partir du jour où la personne handicapée est accueillie par le centre de jour ou prise en charge par le centre de jour pour enfants scolarisés, pour autant que la demande ait été introduite dans le délais prévu à l'article 73 alinéa 1^{er}; à défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande. »

Les alinéa 2 et 3 de l'article 75 sont abrogés.

Art. 13. A l'article 78, de l'arrêté A, le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La demande d'intervention doit être introduite par le centre d'hébergement au moyen d'un formulaire signé par le responsable du centre dans un délai de 3 jours ouvrables, à compter du jour de l'hébergement de la personne handicapée. Celle-ci ou son représentant légal y atteste son entrée dans le centre. Le modèle de la demande est établi par l'administration. »

A l'article 78 de l'arrêté A, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cette demande est complétée par des données récentes extraites du dossier individuel, visées aux points 1, 2 et 3 de l'article 20 de l'arrêté E1. »

L'alinéa 3 de l'article 78 de l'arrêté A est abrogé.

A l'article 79 de l'arrêté A, l'alinéa 1^{er}, 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2. fixe la catégorie de besoins complémentaires d'encadrement ».

A l'article 80 de l'arrêté A, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'intervention prend effet à partir du jour où la personne handicapée est hébergée par le centre, pour autant que la demande ait été introduite dans le délais prévu à l'article 78 alinéa 1^{er}; à défaut, elle prend effet à la date de réception de la demande. »

Les alinéas 2 et 3 de l'article 80 sont abrogés.

Art. 14. A titre transitoire jusqu'au 31 mars 2004, par dérogation à l'article 5, § 2, e), alinéa 1^{er}, la norme individuelle complémentaire tient compte de la répartition des personnes handicapées fixée par le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception :

- de l'article 8, § 1^{er} et § 3, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003;
- de l'article 10, alinéas 7, 9, 11, 14 et 15 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003;
- des articles 11 à 13 qui entrent en vigueur le 1^{er} mars 2003;
- de l'article 6 qui entre en vigueur à une date fixée par le Collège.

Art. 16. Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,
W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,
A. HUTCHINSON

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LA DIRECTION, L'EQUIPE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

Remarque : dans le calcul du nombre d'agrèments par asbl, il n'est pas tenu compte des agrèments accordés en vertu d'autres arrêtés.

a) Normes de direction (à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2004, le nombre d'ETP pour 2 agrèments correspond au nombre d'ETP pour 1 agrèment)

Capacité agréée	Nombre d'équivalents temps plein		
	1 agrèment	2 agrèments	plus de 2 agrèments
Par asbl			
De 15 à 39	1	1	1 ½
De 40 à 59	1	1 ½	2
De 60 à 89	1 ½	2	3
De 90 à 139	2	2 ½	3
De 140 à 199	2 ½	3	3 ½
De 200 à 299	3	3 ½	4

b) Normes de l'équipe administrative et comptable

Capacité agréée	Nombre d'équivalents temps plein		
	1 agrèment	2 agrèments	Plus de 2 agrèments
Par asbl			
De 15 à 29	1,3	1,4	1,5
De 30 à 39	1,8	2	2,2
De 40 à 59	2	2	2,4
De 60 à 89	2,4	2,6	3
De 90 à 139	3	3,2	3,4
De 140 à 199	4	4,2	4,4
De 200 à 299	5	5,2	5,4

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE PSYCHOLOGIQUE, EDUCATIVE, REEDUCATIVE ET SOCIALE

a) Norme individuelle de base (NIB)

NIB	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
Centre de Jour	0,48	0,28
Centre d'hébergement	Scolarisés	Non scolarisés
	0,35	
		0,31

b) Norme individuelle supplémentaire (NIS)

	En équivalents temps plein	
	Centre d'hébergement enfants	Centre d'hébergement adultes
NIS par personne handicapée (prestations paramédicales)	0,1	0,07

c) Norme individuelle vacances (NIV) en centres d'hébergement

Taux d'occupation du centre durant les WE, vacances et jours fériés	NIV par personne handicapée en ETP
20 à 29 %	0,053
30 à 49 %	0,08
50 à 69 %	0,109
70 et +	0,16

d) Norme individuelle vieillissant (NIVL)

Prestations éducatives, psychologiques et sociales en centre d'hébergement pour adultes : 0,32 ETP par personne handicapée.

e) Norme individuelle complémentaire maximum (NIC)

NIC maximum	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
Centre de Jour	0,43 x (NIB + NIS + NIVL)	0,25 x (NIB + NIS + NIVL)
Centre d'hébergement	0,25 x (NIB + NIS + NIV + NIVL)	0,25 x (NIB + NIS + NIV + NIVL)

f) Norme individuelle liée au bien-être et au maintien des besoins vitaux (NI BV)

Prestations paramédicales ou soins infirmiers en centre d'hébergement : 0,06 ETP par personne handicapée. Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE TECHNIQUE

a) Norme individuelle de base technique (NIB T)

En équivalents temps plein, par personne handicapée	
Centre d'hébergement	Centre de jour
0,13	0,073

b) Norme individuelle vacances technique (NIV T)

Taux d'occupation du centre durant les WE, vacances et jours fériés	NIV T par personne handicapée en ETP
20 à 29 %	0,009
30 à 49 %	0,018
50 à 69 %	0,027
70 et +	0,036

c) Norme individuelle complémentaire technique (NIC T) : 0,03 ETP par personne handicapée

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

Annexe 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL MEDICAL

- a) Norme individuelle de base médicale en centre de jour (NIB M) : 0,00325 ETP par personne handicapée
- b) Norme individuelle complémentaire médicale en centre de jour (NIC M) : 0,0065 ETP par personne handicapée
- c) Norme individuelle supplémentaire médicale en centre d'hébergement (NIS M) : 0,00325 ETP par personne handicapée

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,
W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,
A. HUTCHINSON

Annexe 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et dans les centres d'hébergement pour personnes handicapées

GRILLE D'EVALUATION DES PERSONNES HANDICAPEES EN CENTRE DE JOUR ET EN CENTRE D'HEBERGEMENT PERMETTANT DE DETERMINER LEURS BESOINS SPECIFIQUES D'ENCADREMENT

A. Habilités adaptatives sociales
B. Aspects psychologiques
C. Habilités cognitives et intellectuelles
D. Habilités motrices et psychomotrices
E. Vie quotidienne

Total 100 points

Norme besoins vitaux (NI BV) oui/non

Personne vieillissante oui/non

Les items de chaque rubrique, les modalités d'évaluation et de pondération sont définis par le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, après avis de la Section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé.

Si la personne handicapée obtient un résultat supérieur à 66 points sur 100, elle est reprise en catégorie A et aucune norme individuelle complémentaire n'est accordée.

Si la personne handicapée obtient un résultat compris de 48 à 66 points, elle est reprise en catégorie B et sa norme individuelle complémentaire est égale à 50 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS), individuelle vacances (NIV) et individuelle vieillissement (NIVL).

Si la personne handicapée obtient un résultat inférieur à 48 points, elle est reprise en catégorie C et sa norme individuelle complémentaire est égale à 100 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS), individuelle vacances (NIV) et individuelle vieillissement (NIVL).

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,
E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,
W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,
A. HUTCHINSON

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1803

[C — 2003/31141]

28 NOVEMBER 2002. — Besluit 99/262/E3 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra en de verblijfcentra voor gehandicapte personen

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces en meer bepaald de artikelen 36, 37 et 38;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces toegepast door Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de toelagen van de dagcentra en verblijfcentra voor gehandicapte personen, meer bepaald de artikelen 32 à 36;

Gelet op het advies van de sectie « Gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid gegeven op 22 november 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de begroting, gegeven op 27 november 2002;

Gelet op het beraad van het College op 27 mei 1999 inzake de aanvraag tot advies van de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, van toepassing op artikel 84, alinea 1, 1° van de gecoördineerde wetgeving van de Raad van State;

Op voorstel van het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Het besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van deze laatste.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Administratie » : de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

— « Besluit A » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces toegepast door Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen;

— « Besluit E 1 » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen;

— « Centrum » : een dagcentrum of verblijfscentrum erkend in overeenstemming met artikel 9 van het besluit E 1;

— « Dagcentrum » : een erkend dagcentrum werkend volgens de bepalingen van artikel 3 § 1 van het besluit E 1;

— « Verblijfscentrum » : een erkend verblijfscentrum werkend volgens de beschikkingen van artikel 3, § 2 van het besluit E 1

— « V.T.E. » : voltijds equivalent, zoals bepaald door artikel 32, § 1, van het besluit E 1;

— « Evaluatieschema » : methodologisch instrument dat toelaat de specifieke noden van elke gehandicapte behandeld in een centrum vast te leggen en dat de complementaire individuele norm bepaalt zoals vastgelegd door artikel 33, § 2, 2, van het besluit E 1.

HOOFDSTUK II. — *Begeleidingsnormen*

Art. 3. § 1 Dit besluit legt de begeleidingsnormen vast betreffende de personeelskosten die gesubsidieerd worden in het kader van de tenlasteneming van gehandicapte personen aanwezig in de centra.

§ 2. Elke subsidie voor personeelskosten dekt de kosten van deze aard zonder dat deze hoger mogen zijn dan de begeleidingsnormen, op geen enkel ogenblik en wat ook de omstandigheden mogen zijn.

Art. 4. § 1^{er}. De begeleidingsnormen met betrekking tot de directie, het administratief personeel en de boekhouding van de centra worden vastgelegd in overeenstemming met bijlage 1.

§ 2. Enkel de eerste V.T.E. van de directienorm wordt gesubsidieerd als directeur, de andere betrekkingen worden gesubsidieerd als onderdirecteur.

Art. 5. § 1. De begeleidingsnormen betreffende het personeel dat deel uitmaakt van de psychologische, educatieve, sociale en reëducatieve ploeg zijn vastgelegd in overeenstemming met bijlage 2.

§ 2. Zij omvatten :

a) De individuele basisnorm (IBN)

De individuele basisnorm verzekert de leefbare werking van het centrum in het kader van de opdrachten door de concretisering van individuele projecten van gehandicapte personen voorzien in de verpersoonlijkte overeenkomst van artikel 19 van het besluit E1. In een verblijfscentrum worden hieraan een eventuele permanentie overdag en een onthaal overdag tijdens de vakanties toegevoegd.

In functie van de beslissing van het College inzake de erkenning van een centrum genieten alle personen die er opgevangen worden of verblijven dezelfde individuele basisnorm.

b) De aanvullende individuele norm (AIN)

De aanvullende individuele norm wordt aan een verblijfscentrum toegekend enkel voor de personen die er niet overdag worden opgevangen :

— voor volwassenen : door een dagcentrum of een centrum voor functionele revalidatie,

— voor kinderen : door een dagcentrum of een dagcentrum voor schoolgaande kinderen of een centrum voor functionele revalidatie.

Deze wordt verleend als de verpersoonlijkte overeenkomst de toegekende paramedische prestaties vermeldt.

c) De individuele vakantienorm (IVN)

De individuele vakantienorm wordt aan een verblijfscentrum toegekend in functie van de aanwezigheid van gehandicapte personen tijdens het weekend, de vakanties en de wettelijke feestdagen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 35 van het besluit E1.

d) De individuele verouderingsnorm (IVRN)

In de verblijfscentra voor volwassenen wordt de individuele verouderingsnorm eventueel toegekend aan personen die lijden aan een vroegtijdige veroudering, aan ouderdomsziekten of gepensioneerden of mensen op brugpensioen. De individuele evaluatie waarvan sprake in bijlage 5 bevestigt deze toestand.

Zij wordt toegekend als de verpersoonlijkte overeenkomst van deze personen hun opvang overdag in een verblijfscentra voorziet.

e) De complementaire individuele norm (CIN)

De complementaire individuele norm wordt vastgesteld in functie van de resultaten van elke gehandicapte bij het evaluatieschema toegevoegd als bijlage 5.

In centra voor volwassenen, wordt de complementaire individuele norm die zo berekend wordt verdrievoudigd ten gunste van gehandicapte personen waarvan het resultaat in rubriek D van het evaluatieschema bijgevoegd als bijlage 5 lager is dan 5 punten.

f) De individuele norm verbonden aan het welzijn en het behoud van de basisbehoeften (IN BB)

De individuele norm verbonden aan het welzijn en het behoud van de basisbehoeften van de gehandicapte persoon die elke dag bevredigd moeten worden door paramedische prestaties of verpleegkundige zorgen die niet uitgesteld kunnen worden wordt eventueel verleend aan gehandicapte personen in een verblijfscentrum. De individuele evaluatie waarvan sprake in bijlage 5 legt de nood eraan vast.

§ 3. Als het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN) en de aanvullende individuele norm (AIN) van een dagcentrum lager ligt dan 4,25 VTE, dan wordt dit laatste getal toegekend aan het dagcentrum, behalve als de v.z.w. waar het dagcentrum van afhangt tenminste een dagcentrum en een verblijfscentrum herbergt.

Als het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN), de aanvullende individuele norm (AIN) en de individuele vakantienorm (IVN) van een verblijfscentrum lager ligt dan 9 VTE, dan wordt dit laatste cijfer toegekend aan het verblijfscentrum. Als de v.z.w. waar dit verblijfscentrum van afhangt tenminste een dagcentrum en een verblijfscentrum herbergt, dan wordt dit cijfer tot 8 teruggebracht.

Als het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN), de aanvullende individuele norm (AIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de complementaire individuele norm (CIN) en de individuele norm van de basisbehoeften (IN BB) van een verblijfscentrum lager ligt dan 9 VTE, dan wordt dit laatste cijfer aan het verblijfscentrum toegekend.

Art. 6. Bij het psychologisch, educatief, reëducatief en sociaal personeel, dekt de toelage :

maximum 0,067 V.T.E. van de functie opvoeder-teamleider per gesubsidieerd V.T.E

b) de functie van hoofdopvoeder ten voordele van het personeel dat de overeenkomstige weddeschaal op datum van 31 december 2003 genoten heeft.

Art. 7. § 1. De begeleidingsnormen betreffende het personeel van de technische ploeg zijn vastgelegd overeenkomstig bijlage 3.

§ 2. Zij omvatten :

a) De technische individuele basisnorm (T IBN)

In functie van de beslissing van het College inzake de erkenning van een centrum genieten alle personen die er opgevangen worden of verblijven dezelfde individuele basisnorm.

Als binnen eenzelfde v.z.w. tenminste een dagcentrum en een verblijfscentrum erkend zijn, dan wordt de technische individuele basisnorm binnen het dagcentrum verminderd met 3/8sten voor elke gehandicapte persoon die zowel een dagcentrum als een verblijfscentrum bezoekt.

b) De technische individuele vakantiernorm (T IVN)

De technische individuele vakantiernorm wordt aan een verblijfscentrum toegekend in functie van de aanwezigheidsgraad van gehandicapte personen tijdens het weekend, de vakanties en de wettelijke feestdagen, in overeenstemming met artikel 35 van het besluit E1.

c) De technische complementaire individuele norm (T CIN)

De complementaire individuele norm wordt vastgesteld in functie van de resultaten van elke gehandicapte bij het evaluatieschema toegevoegd als bijlage 5.

Enkel de gehandicapte personen van categorie C genieten deze norm.

Art. 8. § 1 Wat het medisch personeel betreft dekt de toelage :

de activiteiten van de dokters die een samenwerkingsovereenkomst afgesloten hebben met een v.z.w. waar minstens een centrum aan verbonden is;

de activiteiten van de dokters die aangenomen zijn onder arbeidscontract voor 1 januari 2003.

§ 2. De begeleidingsnormen voor het medisch personeel zijn vastgelegd in overeenstemming met bijlage 4.

Zij omvatten voor dagcentra :

a) De medische individuele basisnorm (M IBN)

Alle personen opgevangen in een dagcentrum genieten dezelfde medische basisnorm.

b) De medische complementaire individuele norm (M CIN)

De medische complementaire individuele norm wordt vastgelegd in functie van de resultaten behaald door elke gehandicapte persoon opgevangen in een dagcentrum volgens het evaluatieschema bijgevoegd als bijlage 5.

Enkel de gehandicapte personen die tot de categorie C behoren genieten deze norm.

Zij omvatten in een verblijfscentrum de medische aanvullende individuele norm (M AIN). Deze wordt enkel toegewezen aan personen die niet overdag opgevangen worden :

— voor volwassenen : door een dagcentrum of een centrum voor functionele revalidatie,

— voor kinderen : door een dagcentrum of een dagcentrum voor schoolgaande kinderen of een centrum voor functionele revalidatie.

§ 3. Het medisch personeel dat in dienst treedt vanaf 1 januari 2003 is gesubsidieerd op basis van een V.T.E., de wekelijkse arbeidsduur wordt vastgelegd op 37 uur.

Art. 9. § 1. Bij wijziging van de erkende telasteningen werden het crisisverblijf en het korte verblijf ingesteld, zoals voorzien door artikel 3, § 4 van het besluit E1, en de lichte opvang zoals voorzien door artikel 3, § 5 van het besluit E1.

De procedure voor aanvraag, onderzoek en het nemen van een beslissing bij een wijziging van de telastening is die betreffende de wijziging van de erkenning van een centrum zoals voorzien door artikel 12 van het besluit E1.

Het te subsidiëren bedrag gecreëerd door de wijzigingen in de telasteningen kan niet hoger zijn dan het saldo van subsidie bepaald door de afname van het aantal telasteningen dat werd veranderd. Als dit bedrag lager ligt dan dit saldo dan zal het verschil vastgesteld worden in overeenstemming met artikel 41, § 3, van het besluit E 1.

§ 2. Het crisisverblijf is noodzakelijk omwille van een verslechtering van een deficiëntie, primordiaal of verbonden, van een gehandicapt persoon, die direct verband houdt met de psychosociale toestand of de gezondheidstoestand van die persoon. Het verblijf neemt onmiddellijk aanvang en duurt niet langer dan 30 opeenvolgende dagen. De individuele norm wordt bij overeenkomst vastgelegd tussen het centrum in kwestie en de administratie.

§ 3. Het verblijf van korte duur betreft een tijdelijke nood tot verblijf van een gehandicapte persoon voor een duur die gelijk is aan of lager dan 90 al dan niet opeenvolgende dagen per jaar.

De individuele norm wordt bij overeenkomst vastgelegd tussen het centrum in kwestie en de administratie.

§ 4. De lichte opvang betreft een volwassen gehandicapt persoon die een voldoende objectieve onafhankelijkheid heeft ontwikkeld om geen begeleiding nodig te hebben zoals bepaald door de individuele basisnorm.

De individuele norm wordt bij overeenkomst vastgelegd tussen het centrum in kwestie en de administratie, zonder dat hij de helft van de individuele norm bepaald in overeenstemming met artikelen 5 tot 8 van dit besluit overschrijdt.

§ 5. De overeenkomst die vermeld wordt in § 2 à § 4 van dit artikel moet ten minste de volgende elementen bevatten :

- de identificatie van de partijen die ze sluiten,
- de gehandicapte persoon die ten laste genomen wordt,
- de individuele norm uitgedrukt in V.T.E.,
- de duur,
- de modaliteiten tot opschorting en ontbinding.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 10. In artikel 3, § 4, van het besluit E 1, worden de woorden "of de totaliteit van zijn capaciteit" geschrapt.

In artikel 4, § 1, alinea 1 en § 2, alinea 1 van het besluit E 1, worden de woorden "1 januari 2003" vervangen door de woorden "1 januari 2004".

Bij artikel 5, punt 6 van het besluit E 1 wordt de volgende zin toegevoegd :

« In ieder geval mag de minimumcapaciteit van een dagcentrum niet lager zijn dan 10 ».

Bij artikel 10, alinea 1 van het besluit E 1, voegt men na de woorden "licht verblijf" toe : "of de mogelijkheid ouderlingen op te vangen".

Bij artikel 20, alinea 1 van het besluit E 1, wordt een punt 5 dat als volgt luidt toegevoegd :

« 5. de resultaten bekomen met het evaluatie-instrument vastgelegd door het College dat toelaat de specifieke begeleidingsnormen te bepalen ».

Bij artikel 32 van het besluit E 1, wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende zin :

« De begeleidingsnormen van de centra worden berekend op basis van een voltijds equivalent met een wekelijkse arbeidsduur van 37 uur.

Voor het medisch personeel in dienst getreden voor 1 januari 2003 bedraagt de wekelijkse arbeidsduur echter 24 uur ».

Bij artikel 32, § 2 van het besluit E 1 wordt de eerste alinea vervangen door de volgende zin : "De controle op de naleving van de begeleidingsnormen wordt op elk ogenblik van het jaar uitgevoerd".

Bij artikel 35 van het besluit E 1, wordt alinea 2 vervangen door de volgende bepalingen : « Naargelang het resultaat van de verhouding, berekend op het voorafgaande jaar, tussen de som van de effectief aanwezige nachten van de gehandicapten tijdens deze periodes en de erkende capaciteit vermenigvuldigd met 140, een drempel bereikt die of tussen 20 en 29 % of tussen 30 en 40 % of tussen 50 en 69 % ligt of gelijk aan of hoger dan 70 % is, geniet het verblijfscentrum voor het lopende jaar een verhoging van de betrokken normen zoals vastgelegd door het College. »

Bij artikel 46 van het besluit E 1, wordt paragraaf 5 vervangen door de volgende bepalingen :

« De toelage wordt verhoogd met de kosten voor medische prestaties, met uitzondering van elke prestatie die opgenomen is in de nomenclatuur van de gezondheidsprestaties opgesteld op basis van de wetgeving betreffende de verplichte ziekteverzekering, op voorwaarde dat de norm van het medisch personeel die in overweging genomen wordt voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval dekt de toelage de medische activiteiten binnen de grenzen van deze niet gebruikte norm en volgens de hieronder vermelde maxima per uur :

- 30,85 € voor een huisarts in dienst in het centrum voor 1 januari 2003;
- 20,01 € voor een huisarts in dienst in het centrum vanaf 1 januari 2003;
- 40,92 € voor een specialist in dienst in het centrum voor 1 januari 2003;
- 26,54 €. voor een specialist in dienst in het centrum vanaf 1 januari 2003 »

Bij artikel 46, § 7 van het besluit E 1, wordt de eerste alinea vervangen door de volgende bepalingen :

« De verblijfscentra kunnen, naargelang het resultaat van de verhouding, berekend op het voorafgaande jaar, tussen de som van de effectief aanwezige nachten van de gehandicapten tijdens de weekends, de vakanties en de wettelijke feestdagen en de erkende capaciteit vermenigvuldigd met 140, een drempel bereikt die of tussen 20 en 29 % of tussen 30 en 40 % of tussen 50 en 69 % ligt of gelijk aan of hoger dan 70 % is, een verhoging genieten die respectievelijk 15 %, 25 %, 30 % of 40 % bedraagt van de toelage berekend op basis van dit artikel. »

Bij artikel 50 van het besluit E 1, wordt een alinea 2 toegevoegd die luidt als volgt :

« De verloning en de eventuele kosten van een voorlopig beheerder worden van het inkomen van de gehandicapte afgetrokken vóór de berekening van zijn financiële bijdrage ».

Bij artikel 69 van het besluit E 1, wordt een paragraaf 2 toegevoegd die luidt als volgt :

« Als omwille van redenen die verband houden met de infrastructuur een erkend centrum op 31 december 2003 de bepalingen van artikel 5 punt 6 niet kan naleven, dan zal men met deze redenen rekening houden bij het vastleggen van de erkende capaciteit van het centrum ».

Bij artikelen 69 en 72 van het besluit E 1, worden de woorden "31 december 2002" vervangen door "31 december 2003".

Een artikel 72bis dat als volgt luidt wordt aan het besluit E 1 toegevoegd :

« Met het oog op het verlenen van de eerste erkenningen aan de centra vanaf 1 januari 2004, houdt het College rekening met de aanvragen ingediend ten laatste op 1 februari 2003.

De bepalingen van de punten 10 en 12 van artikel 5 en van de punten 4 (collectief project), 5, 15 en 16 van het artikel 6 zijn voldaan voor 1 april 2003.

De bepalingen van punt 9 van artikel 6 zijn voldaan voor 30 juni 2003.

De bepalingen van punt 9 van artikel 5 zijn voldaan voor 1 april 2004. »

Bij artikel 73 van het besluit E 1, worden de woorden "1 januari 2003" vervangen door de woorden "1 januari 2004". De zin wordt vervolledigd met de woorden : "en van het artikel 72bis dat in werking treedt op 1 januari 2003".

Art. 11. Het artikel 14, 3° van het besluit A wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Als het procesverzoek een onthaal in een dagcentrum, een verblijfscentrum of een centrum voor schoolgaande kinderen betreft dan moet dit vergezeld worden van een attest inzake het opportuun karakter van het onthaal, het verblijf of de tenlasteneming, vastgesteld bij collegiaal overleg door ten minste twee personen die onafhankelijk zijn van de bovenvermelde centra. Deze personen vertegenwoordigen twee of drie van de volgende beroepen : dokter, psycholoog of sociaal assistent.

De gehandicapte of zijn wettelijke vertegenwoordiger kiezen vrij de beroepsmensen die het bovenvermeld attest opstellen. Het attest mag niet ouder zijn dan 1 jaar voor de aanvraag. Het stelt een of meerdere vormen van oriënteringen voor, alsook de medische categorie(ën) zoals bedoeld in artikel 3, 7° van het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie. De vorm van het attest wordt door de administratie vastgelegd.

Een rapport dat de oriëntering en de medische categorie vermeld in het attest rechtvaardigt moet aan het centrum overgemaakt worden, indien het reeds gekend is, en tevens aan de pluridisciplinaire ploeg, binnen een termijn van 6 maanden na het opstellen van het attest. »

Art. 12. Bij artikel 73, van het besluit A, wordt alinea 1 vervangen door de volgende alinea :

« De aanvraag tot tussenkomst moet worden ingediend door het verblijfscentrum aan de hand van een formulier dat ondertekend wordt door de verantwoordelijke van het centrum en dit binnen de 3 werkdagen vanaf de opname van de gehandicapte. Deze laatste of zijn wettelijke vertegenwoordiger bevestigt daarin de opname in het centrum. De vorm van de aanvraag wordt door de administratie bepaald. »

Bij artikel 73 van het besluit A, wordt alinea 2 vervangen door de volgende alinea :

« Deze aanvraag wordt vervolledigd met recente gegevens uit het individueel dossier, bedoeld in punten 1,2 en 3 van het artikel 20 van het besluit E 1 of in punten 1,2 en 4 van artikel 19 van besluit E 2. » ”

Alinea 3 van het artikel 73 van het besluit A wordt opgeheven.

Bij artikel 74 van het besluit A, wordt alinea 1, 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° bepaalt de categorie van de nood tot bijkomende begeleidingsnormen voor dagcentra en verblijfscentra of bepaalt de groep en indien nodig, de samengaan de deficiëntie, voor de dagcentra voor schoolgaande kinderen. »

Bij artikel 75 van het besluit A, wordt alinea 1 vervangen door de volgende bepaling :

« De tussenkomst wordt van kracht vanaf de eerste dag dat de gehandicapte persoon opgevangen wordt door een dagcentrum of ten laste genomen wordt door een dagcentrum voor schoolgaande kinderen, op voorwaarde dat de aanvraag ingediend wordt binnen de termijnen voorzien in artikel 73 alinea 1; zoniet wordt zij van kracht op de dag van ontvangst van de aanvraag. »

De alinea's 2 en 3 van het artikel 75 worden opgeheven.

Art. 13. Bij artikel 78, van het besluit A, wordt de eerste alinea vervangen door de volgende alinea :

« De aanvraag tot tussenkomst moet worden ingediend door het verblijfscentrum aan de hand van een formulier dat ondertekend wordt door de verantwoordelijke van het centrum en dit binnen de 3 werkdagen vanaf de opname van de gehandicapte. Deze laatste of zijn wettelijke vertegenwoordiger bevestigt daarin de opname in het centrum. De vorm van de aanvraag wordt door de administratie bepaald. »

Bij artikel 78 van het besluit A, wordt alinea 2 vervangen door de volgende alinea :

« Deze aanvraag wordt vervolledigd met recente gegevens uit het persoonlijk dossier, bedoeld in punten 1,2 en 3 van het artikel 20 van het besluit E 1. »

Alinea 3 van het artikel 78 van het besluit A wordt opgeheven.

Bij artikel 79 van het besluit A, wordt alinea 1,2° vervangen door de volgende alinea :

« 2. bepaalt de categorie van de bijkomende begeleidingsbehoeften. »

Bij artikel 80 van het besluit A, wordt de eerste alinea vervangen door de volgende alinea :

« De tussenkomst wordt van kracht vanaf de eerste dag dat de gehandicapte persoon opgevangen wordt door het centrum op voorwaarde dat de aanvraag ingediend wordt binnen de termijnen voorzien in artikel 73 alinea 1; zoniet wordt zij van kracht op de dag van ontvangst van de aanvraag. »

De alinea's 2 en 3 van artikel 80 worden opgeheven.

Art. 14. Als overgangsmaatregel tot 31 maart 2004 en in afwijking van artikel 5 § 2, e), alinea 1, houdt de complementaire individuele norm rekening met de verdeling van gehandicapte personen vastgelegd door de het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1^{er} januari 2004, behalve :

- artikel 8, § 1^{er} en § 3, die van kracht worden op 1 januari 2003;
- artikel 10, alinea's 7, 9, 11, 14 die van kracht worden op 1 januari 2003;
- artikelen 11 tot 13 die van kracht worden op 1 maart 2003;
- artikel 6 dat van kracht wordt op een datum vastgelegd door het College.

Art. 16. Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

BEGELEIDINGSNORMEN INZAKE DE DIRECTIE, HET ADMINISTRATIEF PERSONEEL EN DE BOEKHOUDING

Opmerking : bij de berekening van het aantal erkenningen per vzw werd geen rekening gehouden met de erkenning toegekend op basis van andere besluiten.

Normen voor de directie (als overgangsmaatregel tot 31 december 2004 stemt het aantal VTE voor 2 erkenningen overeen met het aantal VTE voor 1 erkenning)

Erkende capaciteit	Aantal Voltijdse Equivalenten		
	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Per v.z.w.			
Van 15 tot 39	1	1	1 ½
Van 40 tot 59	1	1 ½	2
Van 60 tot 89	1 ½	2	3
Van 90 tot 139	2	2 ½	3
Van 140 tot 199	2 ½	3	3 ½
Van 200 tot 299	3	3 ½	4

a) Normen voor het administratief personeel en de boekhouding

Erkende capaciteit	Aantal Voltijdse Equivalenten		
	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
Per v.z.w.			
Van 15 tot 39	1,3	1,4	1,5
Van 30 tot 39	1,8	2	2,2
Van 40 tot 59	2	2	2,4
Van 60 tot 89	2,4	2,6	3
Van 90 tot 139	3	3,2	3,4
Van 140 tot 199	4	4,2	4,4
Van 200 tot 299	5	5,2	5,4

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET PSYCHOLOGISCH, EDUCATIEF, REEDUCATIEF EN SOCIAAL PERSONEEL

a) Individuele basisnorm (IBN)

IBN	In voltijds equivalent	
	Kinderen	Volwassenen
Dagcentrum	0,48	0,28
Verblijfscentrum	schoolgaand	Niet schoolgaand
	0,35	0,43
		0,31

b) Aanvullende individuele norm (AIN)

	In voltijds equivalent	
	Verblijfscentrum kinderen	Verblijfscentrum volwassenen
AIN per gehandicapte (paramedische prestaties)	0,1	0,07

c) Individuele vakantienorm in verblijfcentra (IVN)

Bezettingsgraad van het centrum tijdens de weekends, vakanties en feestdagen	IVN per gehandicapte in VTE
20 à 29 %	0,053
30 à 49 %	0,08
50 à 69 %	0,109
70 et +	0,16

d) Individuele verouderingsnorm (IVRN)

Educatieve, psychologische en sociale prestaties in een verblijfscentrum voor volwassenen : 0,32 VTE per persoon.

e) Complementaire individuele norm - maximum (CIN)

CIN maximum	In voltijds equivalent	
	Kinderen	Volwassenen
dagcentrum	0,43 x (IBN + AIN + IVRN)	0,25 x (IBN + AIN + IVRN)
verblijfscentrum	0,25 x (IBN + AIN + IVN + IVRN)	0,25 x (IBN + AIN + IVN + IVRN)

f) De individuele norm verbonden aan het welzijn en het behoud van de basisbehoeften (IN BB)

Paramedische prestaties of verpleegkundige zorgen in een verblijfscentrum : 0,06 VTE per gehandicapte persoon.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfcentra voor gehandicapte personen

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET TECHNISCH PERSONEEL

a) De technische individuele basisnorm (T IBN)

In voltijds equivalent per gehandicapte persoon	
Verblijfscentrum	Dagcentrum
0,13	0,073

b) De technische individuele vakantienorm (T IVN)

Bezettingsgraaf van het centrum tijdens de weekends, vakanties en feestdagen	T IVN per gehandicapte persoon in VTE
20 à 29 %	0,009
30 à 49 %	0,018
50 à 69 %	0,027
70 et +	0,036

c) Technische complementaire individuele norm (T CIN) : 0,03 VTE per gehandicapte persoon

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

Bijlage 4 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET MEDISCH PERSONEEL

- a) Medische individuele basisnorm in een dagcentrum (M IBN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon
- b) Medische complementaire individuele norm (M CIN) in een dagcentrum : 0,0065 VTE per gehandicapte persoon
- c) Medische aanvullende individuele norm in een verblijfscentrum (M AIN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

Bijlage 5 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

EVALUATIESCHEMA VOOR GEHANDICAPTE PERSONEN IN DAGCENTRA EN VERBLIJFSCENTRA DAT TOELAAT HUN SPECIFIEKE BEGELEIDINGSNODEN VAST TE STELLEN

A. Sociale aanpassingsmogelijkheden
B. Psychologische mogelijkheden
C. Cognitieve en intellectuele mogelijkheden
D. Motorische en psychomotorische mogelijkheden
E. Dagelijks leven

Totaal 100 punten

Norm basisbehoeften (IN BB) ja/nee

Oudere persoon ja/nee

De items van elke rubriek, de evaluatiemodaliteiten en de weging zijn bepaald door het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid na advies van de sectie «Gehandicapte personen» van de Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid.

Als een gehandicapte een resultaat behaalt dat hoger ligt dan 100 dan wordt hij opgenomen in categorie A en wordt geen enkele complementaire individuele norm toegekend.

Als een gehandicapte een resultaat behaalt tussen 48 en 66 punten dan wordt hij opgenomen in categorie B en zijn complementaire individuele norm staat dan gelijk aan 50 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de som van zijn individuele basisnormen (IBN), aanvullende individuele norm (AIN), individuele vakantienorm (IVN) en individuele verouderingsnorm (IVRN).

Als een gehandicapte een resultaat behaalt dat lager ligt dan 48 punten dan wordt hij opgenomen in categorie C en zijn complementaire individuele norm staat dan gelijk aan 100 % van de maximale complementaire individuele norm berekend door de som van zijn individuele basisnormen (IBN), aanvullende individuele norm (AIN), individuele vakantienorm (IVN) en individuele verouderingsnorm (IVRN).

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1804

[C — 2003/31142]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;